



Réseau des enseignants du primaire en résistance

[www.resistancepedagogique.org](http://www.resistancepedagogique.org) / [resistpedagogique@free.fr](mailto:resistpedagogique@free.fr)

## SOLIDARITE AVEC NOS COLLEGUES TUNISIENS EN GREVE GENERALE

Le Réseau National des Enseignants du Primaire en Résistance (France) soutient l'appel à la grève générale illimitée lancé par le syndicat national tunisien des instituteurs depuis lundi 24 janvier.

En tant qu'enseignants en résistance pédagogique contre les réformes qui ruinent l'Education en France, nous saluons le courage et la détermination du peuple tunisien qui a su résister, seul, avec force et pacifiquement contre une dictature policière connue depuis des décennies comme l'une des plus féroces de la planète.

Un chemin du possible est à nouveau ouvert ! Le peuple tunisien apporte une bouffée d'oxygène et de bonheur à tous les citoyens du monde attachés à la liberté d'expression et à la démocratie, valeurs que nous tentons de faire vivre et de transmettre à tous nos élèves.

Hélas, ce peuple, particulièrement sa jeunesse, a payé un lourd tribut pour sa libération. Nous déplorons d'autant plus les victimes de la répression sanglante que la centaine de morts à regretter aurait pu être évitée si les puissances occidentales, et la France en particulier, n'avaient pas clairement choisi de soutenir à bout de bras le chef de cette dictature ubuesque pendant des décennies et ce jusqu'aux dernières heures et jusqu'à la caricature.

Nous sommes particulièrement indignés par la déclaration de notre ministre des affaires étrangères qui osa proposer l'aide policière française au pouvoir tunisien pour « *régler des situations sécuritaires de ce type* » alors même que les policiers de Ben Ali tiraient sur les manifestants, alourdissant le bilan de cette « révolution du jasmin ».

Nous tenons à l'affirmer à nos collègues tunisiens : ces propos et beaucoup d'autres tenus par nos gouvernants, encore tout récemment, vis à vis de la Tunisie nous font honte. En même temps, ils nous inquiètent : quels seraient les choix de nos « hommes d'Etat » face à une situation insurrectionnelle qu'aurait pu, par exemple, connaître notre propre pays en cas de radicalisation du mouvement social de l'automne dernier ? Henri Guaino, conseiller principal de l'Elysée, ne vient-il pas de questionner ironiquement hier matin encore : "*C'est la première fois, même dans un pays démocratique, que la police tire à balles réelles sur la foule ?*"

En Tunisie, nos collègues instituteurs se mettent en grève pour tenter, avec le peuple tunisien, d'extirper du gouvernement les ministres qui ont collaboré des années voire des décennies durant avec Ben Ali. Ce souhait est légitime, les tunisiens ne veulent pas que ceux-là même qui les ont martyrisés si longtemps aient un rôle de premier plan à jouer dans la réorganisation libre et démocratique de leur pays.

Nous soutenons nos collègues instituteurs tunisiens, la clairvoyance et la détermination de leur syndicat national qui n'hésite pas à s'indigner et à prendre ses responsabilités historiques pour jouer le rôle qui est le sien face au risque de voir les espoirs de cette « révolution de jasmin » à nouveau volés.